



Assemblée générale

Distr. générale
21 juillet 1998
Français
Original: anglais

Cinquante-troisième session

Points 12, 28, 35, 42, 72 d), 94 d), 97 a),
107 et 108 de l'ordre du jour provisoire*

Rapport du Conseil économique et social

**Coopération entre l'Organisation des Nations Unies
et l'Union interparlementaire**

**Coopération entre l'Organisation des Nations Unies
et l'Organisation de l'unité africaine**

Assistance au déminage

**Désarmement général et complet : Convention
sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production
et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction**

**Questions de politique macroéconomique : crise de la dette
extérieure et développement**

**Environnement et développement durable : mise en oeuvre
et suivi des textes issus de la Conférence des Nations Unies
sur l'environnement et le développement, y compris les résultats
de la dix-neuvième session extraordinaire de l'Assemblée générale
consacrée à un examen et une évaluation d'ensemble de la mise
en oeuvre d'Action 21**

**Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes
Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés,
questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes
déplacées et questions humanitaires**

Lettre datée du 14 juillet 1998, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Namibie auprès de l'Organisation des Nations Unies

En considération des résolutions adoptées à la dix-neuvième session de la Conférence générale de l'Union interparlementaire, qui s'est tenue à Windhoek du 2 au 11 avril 1998, j'ai l'honneur de demander que la présente lettre et ses annexes soient distribuées en tant que document de l'Assemblée générale au titre des points 12, 28, 35, 42, 72 d), 94 d), 97 a), 107 et 108 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Martin **Andjaba**

* A/53/150.



Annexe I

[Original : anglais et français]

LA PRÉVENTION DES CONFLITS ET LE RÉTABLISSEMENT DE LA PAIX ET DE LA CONFIANCE DANS LES PAYS QUI SORTENT D'UNE GUERRE; LE RETOUR DES RÉFUGIÉS DANS LEUR PAYS, LE RENFORCEMENT DU PROCESSUS DE DÉMOCRATISATION ET L'ACCÉLÉRATION DE LA RECONSTRUCTION

***Résolution adoptée sans vote* par la 99^{ème} Conférence interparlementaire
(Windhoek, 10 avril 1998)***

La 99^{ème} Conférence interparlementaire,

consciente qu'en dépit de la mise en place de mécanismes de prévention des conflits et du succès croissant de la diplomatie préventive, des conflits armés continuent de se produire et les processus de normalisation et de relèvement après la guerre exigent en permanence un concours et un appui résolus de la communauté internationale,

craignant vivement qu'en raison de la lenteur de la normalisation et du relèvement après la guerre dans diverses régions en crise, la paix, la stabilité et la sécurité internationales ne restent menacées,

Rappelant les résolutions pertinentes adoptées par l'Union interparlementaire, dont celles intitulées : « Respect du droit international humanitaire et appui à l'action humanitaire dans les conflits armés », « Prévention des conflits, maintien et consolidation de la paix : rôle et moyens des Nations Unies et des organisations régionales », « La protection des minorités, question universelle et condition indispensable à la stabilité, la sécurité et la paix » et « Coopération pour la paix et la stabilité régionales et mondiales ainsi que pour le respect de la souveraineté et de l'indépendance des Etats sous toutes leurs formes », adoptées respectivement par les 90^{ème}, 91^{ème}, 95^{ème} et 97^{ème} Conférences interparlementaires,

considérant que non seulement la guerre, l'instabilité politique et l'oppression, mais aussi la misère et les difficultés économiques déclenchent les mouvements de réfugiés, et *consciente* que la pauvreté, en particulier lorsqu'elle s'ajoute à des divisions ethniques ou politiques et à l'oppression politique offrent un terrain favorable à ceux qui cherchent à fomenter une opposition violente aux gouvernements,

rappelant également les Conclusions No 18 (XXXI) de 1980, No 40 (XXXVI) de 1985, No 56 (XL) de 1989, No 74 (XLV) de 1994, No 80 (XLVII) de 1996 et No 81 (XLVIII) de 1997 adoptées par le Comité exécutif du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés au sujet de la protection internationale, et *souhaitant* en outre souligner :

* Les délégations de la Chine et de la Finlande ont émis des réserves sur le paragraphe A.5 de la résolution.

- a) le droit fondamental des réfugiés au retour volontaire dans la sécurité et la dignité;
- b) le droit des réfugiés revenant dans leur pays d'exercer tous leurs droits constitutionnels, y compris tous les droits de l'homme consacrés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948;
- c) la nécessité pour la communauté internationale de fournir un appui adéquat pour faciliter la réintégration des rapatriés, des personnes déplacées à l'intérieur et hors de leur pays et des soldats démobilisés,

notant qu'une conduite démocratique des affaires publiques, un gouvernement transparent et responsable, le renforcement des processus électoraux, la poursuite du développement social et économique et le respect des droits de l'homme fondamentaux peuvent non seulement favoriser la prévention des conflits mais aussi le rétablissement de la paix dans les pays qui sortent de la guerre,

reconnaissant le rôle de chef de file que jouent l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales en matière de prévention des conflits et de rétablissement de la paix, de développement économique et social durable et de promotion des droits de l'homme fondamentaux,

reconnaissant également l'importance de mettre en oeuvre toutes les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU concernant le règlement des conflits;

rappelant les documents pertinents des Nations Unies, en particulier l'« Agenda pour la paix » et son Supplément, l'« Agenda pour le développement » et l'« Agenda pour la démocratisation » établis par le Secrétaire général de l'ONU, ainsi que les résolutions 52/129 et 52/18 de l'Assemblée générale, en date du 12 décembre 1997 et du 15 janvier 1998 respectivement,

tenant compte de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing adoptés par les Etats ayant participé à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes organisée par les Nations Unies en 1995, et *convaincue* que l'instauration et le maintien de la paix et de la sécurité exigent la libre participation des femmes au processus de prise de décisions, à la prévention des conflits et à leur règlement, ainsi qu'à toutes les autres initiatives de paix,

soulignant la nécessité de consolider la sécurité et la paix internationales grâce au désarmement, particulièrement le désarmement nucléaire qui mène à l'élimination de toutes les armes nucléaires, et d'imposer des restrictions quantitatives et qualitatives à la course aux armements, et *rappelant* à cet effet la résolution de la 85^{ème} Conférence interparlementaire (Pyongyang, avril 1991), intitulée : « Nécessité de prévenir la prolifération des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive, d'assurer la sécurité de tous les Etats et de renforcer les mesures de confiance dans le cadre du processus de désarmement »,

soulignant que l'écrasante majorité des ventes d'armes aux pays en développement est le fait des membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU,

estimant que le rétablissement de la paix, le retour des réfugiés et la remise en valeur des terres, voire la relance de l'économie, seraient facilités par l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et par leur destruction, conformément aux résolutions de l'Union interparlementaire sur la question (Beijing, septembre 1996 et le Caire, septembre 1997),

prenant note avec grand intérêt de la teneur de la déclaration faite le 6 avril à la Conférence par le Directeur général de l'UNESCO, M. Federico Mayor,

notant combien il importe de promouvoir tous les éléments constitutifs d'une véritable « culture de la paix », et *souhaitant* que soit pleinement reconnu le droit à la paix inhérent à tout individu et à toute société, et fondement de cette culture,

exhortant les parlements à jouer leur véritable rôle en légiférant efficacement pour réaliser les objectifs de la présente résolution et en tenant l'exécutif pour responsable de son action à cet égard,

A. Conflits et prévention des conflits

1. *demande* que soit conçu et mis en oeuvre, par les Nations Unies et les autres organisations internationales et régionales concernées, un système international permettant de prévenir les agressions en s'attaquant aux causes profondes des problèmes, et *demande* instamment à ces organisations de procéder dans ce but à un réexamen approfondi des conditions à remplir et des moyens à utiliser pour que la prévention des conflits soit mieux assurée que par le passé;
2. *appelle instamment* tous les pays à appuyer les efforts que fait le Secrétaire général de l'ONU pour réformer et renforcer les mécanismes de l'Organisation qui interviennent dans la prévention des conflits et l'alerte rapide;
3. *souligne* la nécessité d'éviter d'appliquer deux poids et deux mesures lors de la mise en oeuvre des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU;
4. *insiste* sur le fait qu'aucun Etat ou groupe fermé d'Etats n'a le droit de monopoliser le règlement des conflits dans le monde entier, en particulier en menaçant de recourir à la force ou à l'action militaire, et que toute tentative en ce sens doit être condamnée par la communauté mondiale;
5. *engage* les Etats qui ne l'ont pas encore fait à signer la *Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction* (Ottawa, décembre 1997), et *demande* aux Etats signataires de la ratifier dès que possible pour qu'elle puisse rapidement entrer en vigueur; et *invite instamment* les Etats à faciliter la mise en oeuvre de cet instrument, en ce qui concerne en particulier les opérations de déminage à des fins humanitaires et l'assistance aux victimes;
6. *engage également* les Etats à réaffirmer que le viol dans le cadre des conflits armés constitue un crime de guerre et, dans certains cas, un crime contre l'humanité et un acte de génocide tel que défini par la Convention de 1951 pour la prévention et la répression du crime de génocide, à prendre toutes les mesures voulues pour protéger les femmes et les enfants contre ces actes et à renforcer les mécanismes qui permettent de rechercher les coupables, de les traduire en justice et de les punir;
7. *souligne* la nécessité de placer ou de replacer la société sous contrôle civil, mesure indispensable au rétablissement de la paix et de la confiance;
8. *demande également* aux gouvernements et à toutes les autres parties concernées de mettre un terme aux ventes d'armes qui conduisent à des guerres et des conflits;
9. *souligne* l'importance des réseaux d'ONG nationales et régionales actives dans les domaines de la prévention des conflits et du rétablissement de la paix;

B. Rétablissement de la paix et de la confiance

1. *condamne* le recours à la force militaire contre les peuples qui exercent leur droit à l'autodétermination;
2. *engage* l'Organisation des Nations Unies à soutenir les parties victimes de conflits, même si elles ne sont pas sujets en droit international;
3. *engage* les parties à des conflits à entamer et à tenir des négociations directes, qui sont indispensables à la recherche d'une solution pacifique;
4. *est convaincue* que le développement de la démocratie et la jouissance des droits de l'homme sont les plus sûrs moyens de prévenir les conflits et de rétablir la confiance et la paix au sortir d'une guerre;

C. Réfugiés

1. *invite* tous les pays, d'origine et d'asile, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et la communauté internationale à prendre toutes les mesures nécessaires

pour permettre aux réfugiés d'exercer librement leur droit de retour, en toute sécurité et dans la dignité;

2. *engage* gouvernements et parlements à faciliter le retour volontaire dans leur foyer, dans les meilleurs délais, des réfugiés et des personnes déplacées, ainsi que leur réinstallation et leur réinsertion; le désarmement, la démobilisation et, par la suite, la formation et la réintégration dans la vie civile des anciens combattants, en particulier des enfants soldats, ainsi que la réadaptation des populations traumatisées, en particulier les femmes et les enfants;
3. *engage* la communauté internationale à apporter opportunément et rapidement une assistance humanitaire et un soutien aux pays où affluent des réfugiés et des personnes déplacées et, en particulier, à les aider à apporter soins et moyens de subsistance à de nombreuses populations;
4. *demande* aux gouvernements et aux parlements d'envisager de prendre des mesures pour garantir la sécurité et les biens des personnes déplacées, y compris celles déplacées à l'intérieur de leur pays, durant et après leur rapatriement;
5. *invite instamment* gouvernements et parlements à condamner l'utilisation de réfugiés comme boucliers humains dans les conflits armés ou comme pions sur l'échiquier politique;
6. *exhorte* les pays donateurs à favoriser la reconstruction dans les régions touchées par un conflit ainsi que l'intégration des réfugiés qui rentrent chez eux en fournissant une assistance généreuse de manière à garantir la sécurité physique, sociale, juridique et matérielle des anciens réfugiés et personnes déplacées;
7. *recommande* aux organismes financiers internationaux d'accorder des conditions généreuses aux pays qui accueillent de nombreux réfugiés;

D. Processus démocratiques

1. *souligne* que la normalisation exige avant tout la tenue dès que possible d'élections libres et régulières dans les pays qui sortent de la guerre;
2. *souligne* qu'un parlement librement et démocratiquement élu est une condition indispensable au renforcement de la paix et à la prévention de nouveaux conflits;
3. *engage* les parties et structures politiques à choisir leurs dirigeants en fonction de leur mérite;
4. *attache* la plus grande importance au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, aux droits des minorités et à la liberté des médias, en tant qu'éléments majeurs du renforcement des processus démocratiques;
5. *exhorte* les gouvernements à inclure un enseignement sur la tolérance, les droits de l'homme et la culture de la paix dans l'éducation formelle et informelle;

E. Reconstruction

1. *demande* aux gouvernements et aux parlements d'aider à la reconstruction et à la création des infrastructures et de la capacité de production nécessaires;
2. *souligne* l'importance de la réconciliation inter-ethnique pour le processus de normalisation après la guerre dans les Etats multi-ethniques.

Annexe II

[Original : anglais et français]

MESURES DE LUTTE CONTRE LES EFFETS DÉVASTATEURS DU VIH/SIDA SUR LES PLANS HUMAIN, ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

*Résolution adoptée à l'unanimité par la 99^{ème} Conférence interparlementaire
(Windhoek, 10 avril 1998)*

La 99^{ème} Conférence interparlementaire,

rappelant les précédentes résolutions de l'Union interparlementaire concernant le VIH/SIDA, notamment celle de la 87^{ème} Conférence (Yaoundé, avril 1992),

préoccupée par la rapidité avec laquelle l'épidémie de VIH/SIDA se propage dans le monde, particulièrement chez les femmes et les enfants,

notant la prise de conscience croissante de la gravité du SIDA, maladie à laquelle chacun peut être exposé, indépendamment de l'appartenance ethnique, de la tranche d'âge, de la situation géographique et du niveau de développement économique ou de bien-être social,

mettant l'accent sur l'impact néfaste du SIDA dans les domaines social, économique et de développement qui compromet la croissance économique mondiale et menace la stabilité politique et sociale,

consciente que trouver un équilibre entre les droits et les responsabilités de personnes très diverses est une énorme tâche législative à laquelle les parlements doivent néanmoins faire face,

sachant que les femmes et les enfants ainsi que les groupes défavorisés d'un point de vue socio-économique ou juridique, ou ceux qui n'ont pas de statut légal, sont moins avertis des risques d'infection par le virus du VIH/SIDA et donc plus vulnérables parce qu'ils n'ont pas toujours pleinement accès à l'éducation, aux soins de santé, aux services sociaux et autres moyens de prévention et de lutte, et *consciente* que les conséquences économiques et sociales de l'épidémie de VIH/SIDA les touchent de manière disproportionnée,

convaincue que les pouvoirs publics comme la société dans son ensemble doivent n'épargner aucun effort pour prévenir et enrayer la propagation du VIH/SIDA et atténuer l'impact de cette pandémie dans le respect des droits de l'homme et des libertés civiles,

profondément préoccupée par l'écart toujours croissant entre pays développés et pays en développement en ce qui concerne le dépistage, l'identification, le suivi, le traitement et l'intégration sociale des personnes vivant avec le SIDA, d'autant plus grave que la grande majorité des personnes touchées vivent dans les pays en développement,

rappelant aux Etats les engagements qu'ils ont pris de promouvoir et encourager le respect des droits de l'homme dans les instruments comme la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Charte des Nations Unies, le Pacte international relatif aux droits économiques sociaux et culturels, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de

discrimination à l'égard des femmes, la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et la Convention relative aux droits de l'enfant, ainsi que les Conventions de l'Organisation internationale du Travail, la Déclaration et le Programme d'action de Vienne, la Déclaration de Beijing, les résolutions 1994/24 et 1997/52 du Conseil économique et social de l'ONU, le Programme d'action du Caire, la Déclaration du Sommet de Paris en date du 1^{er} décembre 1994, la Déclaration commune des Ministres de développement du G-7 en date du 1^{er} décembre 1997, et la Résolution de l'Organisation interparlementaire de l'ASEAN (AIPO) sur la protection de la santé et la lutte contre la propagation du VIH/SIDA adoptée à la 18^{ème} Assemblée générale de l'AIPO à Bali (Indonésie), en septembre 1997,

consciente que le VIH/SIDA ne connaît pas de frontières et doit donc être combattu par une action commune de la communauté internationale et des organisations internationales, en particulier l'ONUSIDA et les organisations qui le soutiennent conjointement (Banque mondiale, FNUAP, OMS, PNUD, UNESCO, UNICEF),

réaffirmant les principaux objectifs de la stratégie mondiale du SIDA adoptée par l'OMS et approuvée par l'Assemblée générale de l'ONU, à savoir :

- a) prévenir l'infection au VIH;
- b) réduire les effets individuels et sociaux de l'infection;
- c) mobiliser et conjuguer les efforts nationaux et internationaux de lutte contre le SIDA,

convaincue qu'il est nécessaire d'agir à l'échelle mondiale pour assurer que, malgré des budgets publics déjà très sollicités, aucun effort n'est épargné pour réduire le nombre des nouvelles infections,

rappelant que légiférer sur les droits et obligations des personnes est l'une des tâches premières des parlements,

1. *exhorte* les parlementaires à prendre la mesure de l'incidence croissante que l'épidémie de VIH/SIDA a sur le développement économique mondial et sur la stabilité sociale et politique, et à prendre conscience des violations quotidiennes des droits inaliénables des individus qui en résultent;
2. *engage* tous les gouvernements, ainsi que les ONG, à adopter des politiques de prévention du SIDA à long terme, opportunes, cohérentes et intégrées en mettant en œuvre des programmes d'éducation et d'information spécifiquement adaptés aux besoins des différents groupes cibles, et prenant en compte les différentes sensibilités culturelles et religieuses, pour rendre accessibles à tous l'information sur les diverses voies de transmission du SIDA et indiquer les méthodes permettant d'éliminer, ou du moins de réduire, le risque d'infection;
3. *engage* les pays les plus prospères, conformément au principe de la solidarité internationale, à aider les pays moins avancés, à assumer des charges additionnelles appropriées, et à offrir assistance financière, aide technique et soutien social;
4. *demande* aux gouvernements, aux organismes scientifiques et à l'industrie pharmaceutique de coopérer au financement et au renforcement de la recherche sur un vaccin contre le SIDA, comme le propose l'Initiative internationale pour un vaccin contre le SIDA, et *invite* tout particulièrement l'industrie pharmaceutique à investir massivement dans cette recherche;

5. *appelle* à la tenue de négociations entre les pays riches et les pays pauvres afin de définir les moyens permettant à chaque malade de bénéficier des meilleurs traitements possibles en l'état actuel des connaissances médicales;
6. *engage* les pays développés, ainsi que les organisations internationales et les institutions financières internationales, à affecter une partie de l'aide au développement à l'appui aux programmes nationaux de lutte contre le SIDA des pays en développement;
7. *exhorte* les gouvernements à garantir la protection des droits de l'homme en mettant en pratique les directives adoptées par la deuxième Consultation internationale sur le VIH/SIDA et les droits de l'homme (septembre 1996). Une attention particulière doit être accordée à ce qui suit :
 - a) réexaminer et réformer les lois existantes en matière de santé publique afin de veiller à ce qu'elles soient adaptées aux questions que pose le VIH/SIDA, qu'elles soient conformes aux obligations internationales relatives aux droits de l'homme (protection de la vie privée, confidentialité, liberté et sécurité de la personne) et que les dispositions applicables à d'autres maladies transmissibles ne soient pas appliquées de façon inappropriée;
 - b) réexaminer et réformer les lois pénales et les systèmes pénitentiaires pour veiller à ce qu'ils soient conformes aux obligations internationales de protection des droits de l'homme, en particulier en ce qui concerne le VIH/SIDA;
 - c) adopter des lois consacrant le respect des droits de l'homme des personnes infectées et affectées par le VIH et interdisant toutes formes de discrimination à leur encontre, et affirmant leur droit à l'enseignement, au travail, au logement et aux services sociaux;
 - d) assurer le respect de la vie privée, la confidentialité et l'éthique dans les recherches scientifiques sur les êtres humains (consentement éclairé, éducation et respect des sujets);
 - e) veiller à ce que les organismes publics et le secteur privé définissent des règles concernant le VIH/SIDA qui traduisent les principes des droits de l'homme dans des codes de responsabilité et de pratique professionnelles, et mettent en place des mécanismes de surveillance pour en assurer la bonne application;
8. *engage* les parlementaires à favoriser la participation de tous les secteurs de la société en promouvant la coopération interinstitutions et multisectorielle, y compris les partenariats entre secteurs public et privé, en tant que moyen efficace de faire face à la pandémie;
9. *demande instamment* aux parlementaires d'intensifier leur action législative, budgétaire et de contrôle dans tous les domaines d'activité qui se rapportent à la prévention du VIH/SIDA et à la lutte contre cette maladie;
10. *prie* l'ONUSIDA, en coopération avec le Secrétariat de l'Union interparlementaire, de consulter les parlements membres de l'Union en vue de parachever le projet de guide sur le VIH/SIDA, la loi et les droits de l'homme, et de le diffuser en tant qu'outil de référence pour l'adoption de normes légales, un rapport sur l'avancement de ce projet devant être présenté à la prochaine Conférence de l'Union à Moscou;
11. *exhorte* les législateurs à veiller à ce que le problème du VIH/SIDA soit en tout temps pris en considération dans les processus de prise de décisions grâce à un partenariat qui engage le plus grand nombre possible de parties prenantes, y compris les personnes vivant avec le

SIDA et leurs proches, et qui prévoient le partage et la diffusion de toutes les informations pertinentes sur les politiques et les questions médicales et sociales;

12. *engage* les gouvernements à supprimer les voies éventuelles de transmission dans le cadre des services sanitaires, en utilisant exclusivement du sang et des produits sanguins dont la salubrité est garantie, en utilisant des seringues hypodermiques jetables et en assurant une stricte conformité à toutes les règles d'hygiène, y compris en instaurant des programmes d'échange d'aiguilles et de seringues, et *invite* les pays développés à apporter leur soutien matériel et technique aux pays en développement dans ce domaine;
13. *engage* les parlements membres de l'Union à créer des groupes parlementaires non partisans sur le VIH/SIDA pour garantir un dialogue continu, des consultations et un débat ainsi que des activités de formation, afin d'avoir une meilleure connaissance de l'épidémie et de promouvoir un consensus sur les politiques nationales en matière de SIDA.

Annexe III

[Original : anglais et français]

LA DETTE EXTÉRIEURE EN TANT QUE FACTEUR LIMITANT L'INSERTION DES PAYS DU TIERS MONDE DANS LE PROCESSUS DE MONDIALISATION

Résolution adoptée sans vote par la 99^{ème} Conférence interparlementaire
(Windhoek, 10 avril 1998)*

La 99^{ème} Conférence interparlementaire,

considérant la rapidité vertigineuse du processus de mondialisation, qui touche tous les pays quelle que soit leur capacité d'y faire face,

consciente que le fardeau de la dette extérieure limite les possibilités qu'a le tiers monde de s'intégrer convenablement dans le processus de mondialisation,

considérant que les pays débiteurs n'ayant jamais refusé de s'acquitter de leur dette, il est indispensable que l'Assemblée générale des Nations Unies établisse des mécanismes qui leur permettent d'effectuer ce remboursement sans que leur population en pâtisse,

préoccupée par la crise économique dans les pays débiteurs en général, que les conditionnalités imposées par les institutions financières internationales aggravent, qui, en dernière analyse, touche principalement les masses de ces pays et qui a des conséquences particulièrement néfastes sur les enfants, les femmes, les populations autochtones et les minorités,

sachant que les exportations à destination des pays débiteurs sont extrêmement bénéfiques pour l'économie des pays créditeurs,

ayant à l'esprit la nécessité de s'attacher aux difficiles problèmes Nord-Sud, ainsi qu'à la question de la responsabilité mutuelle, et *convaincue* qu'il est possible de s'attaquer efficacement à la crise de la dette au sein d'une instance mondiale regroupant toutes les parties concernées, créanciers comme débiteurs, étant donné que le poids élevé de la dette entraîne l'incapacité persistante des pays débiteurs d'honorer leurs obligations de remboursement et menace l'économie mondiale,

consciente que dans un monde touché par la mondialisation, plus d'un milliard de personnes vivent dans la pauvreté absolue et sont marginalisées dans la société, se voyant ainsi refuser la possibilité de participer à une activité productive,

sachant que le service de la dette de bon nombre de pays dépasse la totalité du budget national qu'ils consacrent à l'éducation, au logement, à la santé, à l'environnement et aux activités sociales et économiques correspondantes, et qu'il absorbe un pourcentage excessif de leurs recettes annuelles en devises, privant ainsi les initiatives économiques et le développement humain de fonds dont ils auraient grand besoin, ce qui menace la stabilité politique et le développement démocratique et aggrave les conflits,

* La délégation du Japon a émis des réserves sur le paragraphe 1 du dispositif.

1. *réaffirme* l'appui du système parlementaire mondial aux efforts que font les pays du tiers monde pour trouver une solution viable et opportune au problème de la dette extérieure - pour partie grâce au renforcement de l'initiative FMI/Banque mondiale (HIPC) en faveur des pays en développement - et *appuie* la remise ou la forte réduction de la dette à l'occasion du Jubilé de l'an 2000, afin que le nouveau millénaire commence dans des conditions meilleures pour les populations concernées;
2. *engage* les gouvernements des pays représentés à l'Union interparlementaire, par l'intermédiaire de leurs ambassadeurs auprès de l'Organisation des Nations Unies, à susciter un débat au cours de la prochaine Assemblée générale sur le problème universel de la dette;
3. *presse* la communauté internationale d'étudier favorablement, au sein de l'ONU, le concept novateur de conversion de la dette en faveur de la nature;
4. *engage* l'Assemblée générale des Nations Unies à envisager de solliciter de la Cour internationale de justice de La Haye un avis consultatif sur la manière dont une partie de la dette a été contractée;
5. *recommande* aux pays du tiers monde, par une démarche collective, d'adopter des principes communs pour négocier et trouver des solutions viables avec les institutions financières internationales et les pays créditeurs, de manière à parvenir à un transfert net de ressources favorable aux pays débiteurs, ainsi qu'à modifier les conditionnalités auxquelles ils sont soumis;
6. *demande instamment* aux créanciers de coopérer avec les pays débiteurs - en particulier avec les pays pauvres lourdement endettés - afin qu'ils puissent assurer le service de leur dette, en tenant compte du fait que les ressources qui y sont affectées sont détournées de l'investissement dans l'éducation, la santé et le logement, ce qui accroît les indices de pauvreté alarmants qu'affiche le tiers monde; et *souligne* que les créanciers doivent comprendre que le progrès économique des pays en développement entraînera des réajustements sur la scène internationale, dont ils tireront indubitablement des avantages considérables;
7. *demande de nouveau* que la BIRD/Banque mondiale et le Fonds monétaire international soient dotés d'institutions parlementaires qui observent et suivent leurs activités et s'assurent que leurs politiques prennent en compte la responsabilité conjointe des pays débiteurs et créanciers, afin de :
 - favoriser dans le tiers monde un développement durable, socialement juste et respectueux de l'environnement, en mettant l'accent en particulier sur les droits de l'homme, la démocratie et une réduction des dépenses militaires;
 - associer les pays bénéficiaires, et en particulier leurs populations, à tous les stades de la planification et de la réalisation de projets, pour que ceux-ci aient une « dimension humaine » fondamentale;
 - éviter la dégradation des conditions de vie et des droits fondamentaux des hommes, des femmes et des enfants en assurant des services de santé et d'éducation de base et en renforçant les aptitudes à une vie productive.

Annexe IV

[Original : anglais et français]

LA SITUATION AU KOSOVO - MESURES PROPRES À ASSURER UN RÈGLEMENT PACIFIQUE DURABLE DE LA CRISE

*Résolution adoptée sans vote par la 99^{ème} Conférence interparlementaire
(Windhoek, 10 avril 1998)*

La 99^{ème} Conférence interparlementaire,

profondément préoccupée par la situation actuelle au Kosovo, province de la République fédérale de Yougoslavie, qui crée l'incertitude et une inquiétude justifiée dans les pays voisins,

condamnant l'escalade du terrorisme et de la répression au cours des dernières semaines, qui a fait un grand nombre de morts au Kosovo, y compris des femmes et des enfants,

considérant la résolution 1160 du Conseil de sécurité de l'ONU en date du 31 mars 1998 comme base pour envisager d'éventuelles mesures propres à assurer un règlement durable et pacifique de la crise,

prenant note avec satisfaction des déclarations des Ministres des Affaires étrangères de l'Allemagne, des Etats-Unis d'Amérique, de la Fédération de Russie, de la France, de l'Italie et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (le Groupe de contact) en date des 9 et 25 mars 1998,

appuyant les efforts et les décisions de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et des pays voisins, ainsi que les autres mesures visant à assurer un règlement pacifique et équitable au Kosovo,

consciente des progrès qui se sont produits dans l'application des mesures énoncées dans les déclarations du Groupe de contact des 9 et 25 mars 1998, mais *soulignant* que ces progrès doivent se poursuivre,

appuyant la mission que l'Union européenne et l'OSCE viennent de confier à l'ancien Premier Ministre de l'Espagne, M. Felipe Gonzalez,

proclamant son attachement au respect du principe du maintien de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la République fédérale de Yougoslavie,

convaincue que la situation des droits de l'homme au Kosovo et le risque d'instabilité croissante dans l'ensemble de la région des Balkans peuvent avoir des conséquences sur les intérêts légitimes de la communauté internationale, dont la moindre n'est pas les flux de réfugiés qui y sont associés,

1. *exhorte* toutes les parties au conflit à revenir au principe de la non-violence et à s'abstenir d'actes de provocation;

2. *engage* les parties au conflit à entreprendre immédiatement une médiation et à coopérer sans condition avec la communauté internationale pour résoudre le conflit;
3. *en appelle également* à tous les observateurs extérieurs pour qu'ils s'abstiennent de soutenir les activités terroristes en fournissant des fonds, des armes et autres matériels, ou en dispensant une formation à leur utilisation;
4. *voit* dans les efforts visant à renforcer l'évolution positive de l'approche de la crise du Kosovo un objectif important de la communauté internationale;
5. *exprime son adhésion* à la résolution 1160 du Conseil de sécurité de l'ONU en date du 31 mars 1998, et *prie instamment* les parlements du monde entier et l'Union interparlementaire d'user de tous les moyens dont ils disposent pour que les gouvernements appliquent pleinement toutes les dispositions de ladite résolution, notamment celle qui prévoit une véritable autonomie administrative du Kosovo;
6. *demande* le retrait immédiat des forces spéciales de police serbes ainsi que la cessation des opérations dirigées contre la population civile et des mesures de contrôle excessives;
7. *demande également* que toutes les organisations humanitaires puissent avoir en permanence librement accès au Kosovo.

Annexe V

[Original : anglais et français]

COOPERATION AVEC LE SYSTEME DES NATIONS UNIES

Action parlementaire pour le suivi national des traités et accords internationaux concernant les femmes

Décisions prises par le Conseil interparlementaire lors de sa 162^{ème} session (Windhoek, 11 avril 1998), sur la recommandation des femmes parlementaires

Il existe un certain nombre de conventions internationales concernant la femme, dont la principale est la « *Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes* ». La ratification de traités internationaux entraîne pour les Etats parties un certain nombre d'obligations, notamment celle de rendre la loi nationale compatible avec les dispositions du traité et celle de présenter périodiquement à un organe compétent un rapport sur la mise en œuvre nationale des dispositions du traité.

En outre, un certain nombre de documents internationaux, de caractère non conventionnel mais ayant fait l'objet d'un accord, contiennent des recommandations d'action par les Gouvernements et les Parlements nationaux. Ces documents établissent un mécanisme d'examen périodique des progrès réalisés dans la mise en œuvre nationale de ces recommandations. Les principaux documents devant prochainement donner lieu à un tel examen sont i) la « *Déclaration et le Programme d'action de Beijing* », adoptées par la IV^e Conférence mondiale sur les femmes en septembre 1995, et ii) le « *Plan d'action pour remédier aux déséquilibres actuels dans la participation des hommes et des femmes à la vie politique* », adopté par le Conseil de l'Union interparlementaire en mars 1994 en tant que contribution au Programme d'action de Beijing. Dans les deux cas, le premier examen périodique doit avoir lieu en l'an 2000; s'agissant de l'ONU, l'Assemblée générale devrait se réunir en session extraordinaire du 5 au 9 juin 2000 pour procéder à l'examen et l'évaluation des dispositions prises par les Etats pour donner suite aux dispositions du « *Programme d'action de Beijing* ».

Dans l'esprit de l'accord de coopération signé en 1996 entre l'Union interparlementaire et l'ONU, le Conseil interparlementaire décide de prendre les dispositions ci-après dans le but :

- de renforcer la synergie entre les deux organisations pour donner effet aux textes précités, et aussi
- d'inciter les Parlements à exercer une influence accrue pour la mise en œuvre nationale de ces textes.

I. CONVENTION SUR L'ELIMINATION DE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION A L'EGARD DES FEMMES

La « *Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes* » (CEDAW) a été ratifiée par 160 Etats; on trouvera en page 2 un état de la ratification de cette convention. Aux termes de l'article 18 de la CEDAW, « *les Etats s'engagent à présenter au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, pour examen par le Comité [de la CEDAW], un rapport sur les mesures d'ordre législatif, administratif ou autre qu'ils ont adoptées pour donner effet aux dispositions de la Convention et sur les progrès réalisés en la matière : a) dans l'année suivant l'entrée en vigueur de la Convention; b) puis tous les quatre ans, ainsi qu'à la demande du Comité* ». Parmi les 160 Etats ayant ratifié la CEDAW, 56 n'ont encore jamais présenté un premier rapport sur les dispositions qu'ils ont prises pour sa mise en œuvre, et quelque 30 Etats accusent un important retard pour la présentation des rapports périodiques ultérieurs :

⇒ ETATS N'AYANT PAS PRESENTE UN RAPPORT INITIAL SUR LA MISE EN OEUVRE DE LA CEDAW (*Membres de l'Union en caractères gras*) : **Albanie, Algérie, Andorre, Angola, Bahamas, Bénin, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Burundi, Cambodge, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Dominique, Erythrée, Estonie, E.R.Y. de Macédoine, Fidji, Gambie, Géorgie, Grenade, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Inde, Koweït, Lettonie, Lesotho, Libéria, Lituanie, Malaisie, Maldives, Malte, Népal, Ouzbékistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République centrafricaine, République de Moldova, République démocratique populaire lao, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Samoa, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Suriname, Tadjikistan, Tchad, Togo, Trinité-et-Tobago, Vanuatu.**

⇒ ETATS EN RETARD DANS LA PRESENTATION DE L'UN DES RAPPORTS ULTERIEURS (*Membres de l'Union en caractères gras*) : **Angola, Bhoutan, Brésil, Burkina Faso, Cap-Vert, Comores, Congo, Costa Rica, Dominique, El Salvador, Gabon, Guinée, Guinée-Bissau, Guatemala, Guyane, Haïti, Iraq, Jamaïque, Libéria, Malawi, Mali, Mongolie, République démocratique populaire lao, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Sri Lanka, Togo, Uruguay, Viet Nam, Yougoslavie.**

DECISION N° 1

1. Saisi de l'information qui précède, le Conseil interparlementaire invite les membres des Parlements des Etats qui n'ont pas encore soumis au Comité de la CEDAW un rapport initial, ou un ou plusieurs des rapports ultérieurs :

1. à s'enquérir des raisons de ce retard;
2. à prendre des dispositions pour que le Gouvernement présente le rapport dans les plus brefs délais au cours des prochains mois;
3. à s'assurer que le rapport transmis par le Gouvernement soit complet et détaillé et réponde aux normes établies par le Comité de la CEDAW.

2. Parmi les Etats ayant ratifié la CEDAW, beaucoup ont émis des réserves. Considérant que ces réserves affaiblissent considérablement la portée de la Convention, le Conseil interparlementaire invite instamment les membres des Parlements des Etats ayant émis des réserves au moment de l'accession à la CEDAW à s'enquérir du bien-fondé du maintien de ces réserves et, le cas échéant, à s'efforcer d'en obtenir la levée.

3. D'une manière générale, les membres des Parlements des Etats qui sont partie à la CEDAW pourraient, dans le cadre de l'exercice de leur pouvoir de contrôle de l'action du Gouvernement, s'inspirer de certaines recommandations formulées en 1993 à l'occasion du Symposium sur « Le Parlement, gardien des droits de l'homme ». Ces recommandations, que le Conseil interparlementaire a fait siennes, sont les suivantes :

« Le Parlement devrait davantage intervenir afin de veiller à ce que l'Exécutif soumette aux comités internationaux institués par les traités les rapports qui leur sont dus, en y incluant les travaux et les observations du législateur. A défaut d'être consultés lors de l'élaboration de ces rapports, les Parlements devraient les recevoir pour information, ainsi que les avis, les décisions ou les recommandations des comités auxquels ils ont été soumis. »

4. Considérant qu'un protocole facultatif se rapportant à la CEDAW et établissant une procédure de plaintes individuelles est en cours d'élaboration à l'ONU, le Conseil interparlementaire invite les Parlements à soutenir l'adoption de ce protocole et à prendre les dispositions nécessaires en vue de son entrée en vigueur dans les plus brefs délais.

II. PROGRAMME D'ACTION DE BEIJING ET PLAN D'ACTION DE L'UNION

La « *Déclaration et le Programme d'action de Beijing* » portent sur douze domaines d'action critique³. En adoptant ces textes, en septembre 1995, les Gouvernements se sont engagés au nom des Etats à donner effet aux recommandations qu'ils contiennent en adoptant des **plans nationaux**. En mars 1998, la Commission de la condition de la femme de l'ONU a recommandé que l'Assemblée générale des Nations Unies se réunisse en session extraordinaire du 5 au 9 juin 2000 pour procéder à l'examen et l'évaluation des dispositions prises par les Etats pour donner suite aux dispositions du Programme d'action.

Le « *Plan d'action de l'Union pour remédier aux déséquilibres actuels dans la participation des hommes et des femmes à la vie politique* » porte exclusivement sur la question de la participation des femmes à la vie politique. Il a été conçu en 1994 comme une contribution à la mise au point du Programme d'action de Beijing et peut être considéré comme un développement particulier de la section VII (les femmes et la prise de décisions) du Programme d'action. La section E du Plan d'action, intitulée « *Mécanisme de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre du Plan d'action* », énonce ce qui suit :

« La mise en œuvre du présent Plan d'action fera l'objet d'une évaluation périodique. Une telle évaluation aura lieu tous les cinq ans à la lumière de rapports nationaux. Au niveau de l'Union interparlementaire, l'examen de ces rapports sera confié à un groupe de travail à composition paritaire, constitué spécialement à cet effet. Les vues et recommandations formulées par ce groupe de travail paritaire seront examinées par le Conseil interparlementaire et transmises pour action aux Parlements des pays concernés. »

Conformément à ces dispositions, le Conseil interparlementaire devrait être saisi, à sa première session de l'an 2000, d'un rapport de synthèse sur les dispositions prises dans les divers pays représentés au sein de l'Union pour donner effet au Plan d'action. Cela implique qu'un questionnaire à ce sujet soit adressé aux membres de l'Union en 1999 et que le Groupe de travail paritaire prévu dans le Plan soit à même d'analyser les réponses au questionnaire durant l'année 1999 ou au plus tard dans les premières semaines de l'an 2000.

DECISION N° 2

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil interparlementaire décide de prendre les dispositions ci-après dans le but de **renforcer la synergie entre l'action de l'Union interparlementaire et celle de l'ONU s'agissant de la mise en œuvre des textes en question** :

1. **Concertation à propos du contenu du questionnaire de l'Union interparlementaire sur la mise en œuvre du Plan d'action et du contenu des demandes de l'Organisation des Nations Unies s'agissant de la section VII du Programme d'action de Beijing (les femmes et la prise de décisions);**
2. **Contribution de l'Union au processus préparatoire (*prepcom*) de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies;**
3. **Concertation quant aux rapports de synthèse sur l'action nationale qui seront présentés à ce sujet, d'une part, à la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies et, d'autre part, au Conseil interparlementaire en l'an 2000;**

³ 1. la pauvreté; 2. l'éducation et la formation des femmes; 3. santé et reproduction; 4. la violence à l'égard des femmes; 5. les femmes et les conflits armés; 6. les femmes et l'économie; 7. les femmes et la prise de décisions; 8. mécanismes institutionnels chargés de favoriser la promotion de la femme; 9. les droits fondamentaux de la femme; 10. les femmes et les médias; 11. les femmes et l'environnement, et 12. la petite fille.

4. **Participation d'une délégation paritaire de l'Union (2 personnes) à la session extraordinaire de l'Assemblée générale;**
5. **Intégration de parlementaires dans les délégations nationales à la session extraordinaire de l'Assemblée générale;**
6. **Tenue, à l'occasion de la session extraordinaire de l'Assemblée générale, d'une réunion conjointe ONU/Union interparlementaire sur le thème « la démocratie par le partenariat entre hommes et femmes en politique », à laquelle prendraient part des représentants de Gouvernements et des représentants de Parlements;**
7. **Mise à la disposition de l'ONU (qui devra publier d'ici à la fin 1999 des statistiques et indicateurs sur la situation des femmes dans le monde) de données statistiques et autres concernant la participation des femmes à la vie politique;**
8. **Concertation quant au suivi des recommandations qui pourraient émaner de l'Assemblée générale et du Conseil interparlementaire.**

Annexe VI

[Original : anglais et français]

ACTION PARLEMENTAIRE POUR L'ENTREE EN VIGUEUR ET L'APPLICATION DE LA CONVENTION D'OTTAWA INTERDISANT LES MINES ANTIPERSONNEL

***Résolution adoptée sans vote par le Conseil interparlementaire lors de sa 162^{ème} session
(Windhoek, 11 avril 1998)***

Le Conseil interparlementaire,

se référant à la résolution intitulée « Respect du droit international humanitaire et interdiction des mines antipersonnel », adoptée à sa 161^{ème} session tenue au Caire en septembre 1997,

1. *accueille avec satisfaction l'adoption de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, à l'occasion de l'Interdiction complète des mines antipersonnel : Conférence de signature du traité et Forum d'action contre les mines, tenue à Ottawa du 2 au 4 décembre 1997;*
2. *prie instamment tous les gouvernements et parlements de prendre les dispositions nécessaires pour que la Convention soit ratifiée dès que possible afin de permettre au traité d'entrer promptement en vigueur et d'œuvrer à l'adoption des lois et réglementations d'habilitation nécessaires pour assurer le plein respect de ses dispositions;*
3. *demande une nouvelle fois à tous les Etats et autres parties aux conflits armés de contribuer de manière continue aux efforts internationaux de déminage, et encourage à nouveau les Etats à alimenter le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour le déminage;*
4. *demande en outre une nouvelle fois aux gouvernements et aux parlements des pays concernés de prendre des mesures additionnelles pour promouvoir des programmes de sensibilisation aux mines (notamment des programmes conçus en fonction de l'âge et du sexe), afin de réduire ainsi le nombre et de soulager la détresse des victimes civiles;*
5. *prie de même une nouvelle fois les gouvernements et les parlements des pays concernés de libérer des crédits suffisants pour le traitement et la réadaptation des victimes des mines terrestres;*
6. *exhorte les membres de l'Union à fournir des réponses détaillées au questionnaire qui leur a été adressé par le Comité chargé de promouvoir le respect du droit international humanitaire de manière à ce que cet organe subsidiaire puisse lui soumettre, à sa 163^{ème} session (Moscou, septembre 1998), un rapport complet évaluant l'action parlementaire nationale sur la question des mines terrestres.*

Annexe VII

[Original : anglais et français]

DECLARATION SUR LA DIMINUTION DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD) ET DE L'AIDE FINANCIÈRE EN GÉNÉRAL

*Adoptée sans vote par le Conseil interparlementaire à sa 162^{ème} session
(Windhoek, 6 avril 1998)*

L'aide publique au développement (APD) continue de décroître à un rythme alarmant. Loin de se rapprocher de l'objectif de 0,7 pour cent du produit national brut (PNB) fixé par la communauté internationale dès 1972 et réaffirmé à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) en 1992, l'APD globale est passée d'une valeur moyenne de 0,35 pour cent au début de la présente décennie à moins de 0,25 pour cent aujourd'hui. En valeur absolue, l'APD a diminué de 25 pour cent au cours des sept dernières années, passant de 60 milliards de dollars E.-U. en 1990 (chiffre le plus élevé jamais atteint) à 45,5 milliards de dollars en 1997.

Cette baisse résulte de nombreux facteurs. L'engagement politique en faveur de l'aide dans les pays donateurs se heurte à des contraintes budgétaires chroniques, encore aggravées dans nombre de pays par un chômage massif. La fin de la guerre froide a fait disparaître les motivations sécuritaires et idéologiques de l'aide. La prise de conscience d'une certaine dépendance des pays les plus pauvres vis-à-vis de l'aide et un scepticisme grandissant quant à l'efficacité de l'aide en matière de développement et de lutte contre la pauvreté ont encore accentué la désaffection constatée. L'évolution des conceptions fondamentales du développement a également eu des incidences. L'abandon progressif de la notion de développement assimilant ce dernier à une croissance tirée par le secteur public en faveur de conceptions multiformes et plus élaborées privilégiant un développement humain, participatif et axé sur le marché a suscité des incertitudes sur le véritable rôle de l'aide publique au développement. En bref, une crise de confiance quant à son utilité.

Le déclin de l'APD est très préoccupant. Elle est une source de financement capitale pour nombre de pays en développement et, s'agissant du développement social, elle ne peut pas être remplacée par les flux financiers privés. Elle est par ailleurs au cœur des engagements pris par les Etats à plusieurs conférences mondiales tenues sur le développement durable au cours de cette décennie. Si les Etats ne contestent pas que le financement de la mise en œuvre du programme *Action 21* et d'autres engagements internationaux en faveur du développement durable doivent provenir principalement de sources nationales, publiques et privées, il faut mobiliser et apporter des ressources financières nouvelles et additionnelles, suffisantes et prévisibles pour atteindre les objectifs de lutte contre la pauvreté, de protection de l'environnement et de croissance économique.

Au-delà des préoccupations financières, le déclin de l'APD a aussi des incidences politiques graves sur la recherche de consensus en matière de développement durable, eu égard au volet environnemental en particulier. La session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies tenue en juin 1997 (Rio+5) a montré que l'absence de progrès sur la question du financement du développement durable a eu des incidences négatives très nettes.

Il est donc urgent de renverser la tendance à la baisse de l'APD, ce qui nécessite l'adoption de stratégies visant à donner une plus grande efficacité à cette aide et à s'assurer de nouveau l'adhésion des donateurs. Nous proposons que les parlements nationaux lancent un débat plénier sur la question de la

baisse de l'APD afin de susciter dans l'opinion publique une meilleure compréhension de ses enjeux, un appui plus large et, partant, une action des gouvernements. Pareil débat devrait être axé sur les paramètres ci-après pour l'orientation future à donner à l'aide :

- i) L'objectif de développement de l'APD, implicite mais souvent occulté par une conception réductrice assimilant développement et croissance, doit être réaffirmé. Il nous faut insister sur le fait que le fondement éthique de l'APD est en dernière analyse qu'elle contribue à réduire la pauvreté, pour les générations actuelles et futures. A cette fin, l'APD doit viser le développement durable conçu comme un immense chantier visant à réaliser - de façon intégrée et solidaire - le triple objectif de la croissance économique, du progrès social et de l'équité, et de la protection de l'environnement. Par définition, ces objectifs doivent primer sur tous les impératifs commerciaux ou partisans à court terme.
- ii) Il faut, dans le même temps, rendre l'APD globalement plus efficace. Tant les bailleurs de fonds que les pays bénéficiaires doivent veiller à ce que le financement de l'APD soit utilisé de la manière la plus efficace et qu'il contribue à la croissance économique, au développement social et à la protection de l'environnement dans le cadre du développement durable. Une utilisation plus efficace de l'APD est essentielle en effet pour enrayer la désaffection actuelle des donateurs et susciter un appui politique à l'accroissement du volume de l'APD auprès des gouvernements et de l'opinion des pays donateurs.
- iii) Pour atteindre ces objectifs, le développement durable et, partant, l'utilisation de l'APD, doivent être la résultante des priorités nationales. Les projets d'aide ont de meilleures chances de réussir s'ils sont le fruit d'un processus participatif très large où les dirigeants politiques, les institutions de l'Etat et la société civile conviennent des changements de politique souhaitables et les traduisent en normes politiques et administratives communément admises.
- iv) De même, les projets de développement devraient être mis en œuvre dans le cadre de politiques économiques, sociales et environnementales rationnelles et d'institutions nationales transparentes, participatives et efficaces. Si la croissance est effectivement nécessaire pour alléger la pauvreté, elle ne permet d'atteindre ce résultat que si elle est écologiquement durable et s'inscrit dans un cadre institutionnel et politique qui garantisse un partage équitable de ses fruits.
- v) Les gouvernements, tant ceux des bailleurs de fonds que des pays bénéficiaires, ainsi que les institutions financières internationales sont tenus d'assurer une plus grande transparence en ce qui concerne les objectifs des programmes d'aide et de veiller à ce que les affectations et l'utilisation des fonds soient conformes à ces objectifs. Une plus grande transparence dans la détermination des objectifs et dans l'affectation des ressources contribuera à amener les bailleurs de fonds à moins recourir à l'aide conditionnelle et les bénéficiaires à moins utiliser l'aide à des fins politiques et économiques à court terme.
- vi) L'APD devrait être destinée plus aux pays les moins avancés et aux secteurs des pays en développement et des pays en transition qui ne bénéficient pas d'un financement suffisant de diverses sources privées, tant locales qu'externes. Il s'agit généralement des secteurs dont l'objectif premier est de favoriser le développement humain et qui relèvent du social (éducation, santé, élimination de la pauvreté, etc.), ainsi que, très souvent, de la protection de l'environnement.
- vii) L'APD peut servir à couvrir les coûts supplémentaires des actions et politiques conduites par les pays à des fins environnementales mondiales, notamment les mesures visant à la mise en œuvre de diverses conventions internationales. Sachant le rôle prépondérant que joue en la matière le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), les gouvernements ont la responsabilité de le doter de moyens suffisants et de définir des solutions propres à

faciliter l'accès à ses ressources. Il faut, en outre, accorder une attention particulière à l'ensemble des activités relevant du programme de ce fonds.

- viii) Un recours plus systématique au dialogue entre donateurs et bénéficiaires et une coordination plus efficace entre les bailleurs de fonds eux-mêmes s'imposent pour que l'APD réponde aux priorités nationales et facilite en même temps la réalisation des objectifs précis convenus à l'échelle internationale. Il semble également nécessaire d'assurer une plus grande coordination en matière de politiques et meilleure collaboration entre les institutions bilatérales et multilatérales de financement, dont les organismes financiers internationaux, s'agissant aussi des diverses activités de financement et de coopération technique menées par les organisations du système des Nations Unies, ainsi que par des ONG.
- ix) Une stratégie de développement durable clairement définie et axée sur les besoins des bénéficiaires est un mécanisme susceptible de se révéler très efficace en matière de coordination entre les bailleurs de fonds et les bénéficiaires. Les stratégies de développement durable nationales et sectorielles peuvent servir de base pour l'établissement des programmes de financement alimentés par des ressources financières nationales et internationales, dont l'APD.
- x) Il faut aussi étudier et promouvoir de nouvelles approches en matière d'utilisation de l'APD. On pourrait notamment étudier la possibilité d'affecter de moins en moins l'APD au financement de projets individuels au profit d'objectifs plus vastes de réforme politique nationale visant au développement durable, y compris la nécessité de faire face aux éventuelles répercussions sociales à court terme de pareilles réformes. En outre, le rôle de catalyseur que peut jouer l'APD dans la mobilisation d'investissements privés en faveur du développement durable est également à l'ordre du jour.
- xi) Dans le vaste contexte de l'APD, le problème de l'endettement des pays les plus pauvres et les plus endettés appelle également une solution. Outre les mécanismes traditionnels tels que le rachat de dettes par les banques commerciales et d'autres plus innovateurs comme les échanges dette/nature ou la conversion de la dette en mesures de développement social, on soulignera ici le rôle que peut jouer l'Initiative en faveur des pays pauvres les plus lourdement endettés (HIPC), initiative conjointe de la Banque mondiale et du FMI actuellement en cours d'exécution.
- xii) Enfin, toute politique globale sur le financement du développement durable doit aussi traiter la question des subventions et tout particulièrement celles qui conduisent à un développement non durable. Les subventions existantes devront être rendues plus transparentes, examinées au parlement, réformées et, si besoin est, abolies. Dans le même temps, un soutien devra être apporté aux groupes les plus vulnérables qui pourraient en subir le contrecoup.
- xiii) L'APD n'est pas une forme de charité. Dans bien des cas, elle présente un grand intérêt à long terme pour les contribuables des pays donateurs eux-mêmes. En répondant aux besoins sociaux urgents, notamment à la nécessité d'éradiquer la pauvreté, l'APD peut jouer un rôle important dans la prévention de crises sociales potentiellement dangereuses qui, à leur tour, peuvent dégénérer en conflits nationaux ou régionaux. Par ailleurs, comme cela est indiqué plus haut, l'APD est à même de jouer un rôle crucial en amenant tous les pays à s'unir pour lutter contre les problèmes d'environnement à l'échelle mondiale qui ne sauraient être réglés par les seuls pays développés.

Annexe VIII

[Original : anglais et français]

A. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DE LA CONFÉRENCE PARLEMENTAIRE AFRICAINE SUR LA « CONTRIBUTION DES PARLEMENTS À LA DÉMOCRATIE EN AFRIQUE »

(Harare, Zimbabwe, 1^{er} et 2 avril 1998)

I. Le rôle et le fonctionnement du Parlement en Afrique et sa contribution au renforcement du processus de démocratisation

Conclusions

Le Parlement est une institution importante qui rythme et organise la vie démocratique. Les caractéristiques principales d'une société démocratique sont notamment l'existence d'institutions représentatives issues d'élections libres, justes et transparentes, la garantie des droits civils, politiques et sociaux, le respect des droits de l'homme, l'existence d'organisations et/ou de partis politiques.

La démocratie est un processus évolutif et le Parlement doit jouer un rôle de premier plan dans l'éducation à la démocratie en commençant par sa propre organisation et son propre fonctionnement. Cette démocratie, au niveau des Parlements, se manifeste par :

- leur statut juridique (indépendance vis-à-vis du pouvoir exécutif, autonomie réglementaire, autonomie financière et administrative, autonomie en matière de police et de sécurité);
- leurs pouvoirs (législatif et de contrôle de l'action gouvernementale);
- le mandat parlementaire (mandat libre, immunité parlementaire);
- l'usage du compromis entre les forces politiques en leur sein et la manière dont sont constitués les commissions et les autres organes.

L'Afrique recèle des spécificités et des valeurs traditionnelles dont il faut tenir compte et qu'il faut intégrer pour l'approfondissement et l'enrichissement de la démocratie.

Les contraintes au développement de la démocratie sont, notamment : sur le plan interne : le tribalisme; l'absence de culture démocratique des citoyens et des dirigeants; la personnalisation du pouvoir; l'analphabétisme; les difficultés économiques; la pauvreté; la corruption; l'intolérance religieuse. Sur le plan externe : l'inadaptation du modèle démocratique occidental aux réalités nationales africaines; le soutien aux régimes non démocratiques; l'insuffisance de l'aide à la consolidation de la démocratie.

Recommandations

A la suite de ces conclusions, les participants ont recommandé que les Parlements africains oeuvrent davantage à la réalisation des objectifs suivants :

1. L'indépendance du parlement vis-à-vis des autres pouvoirs de l'Etat

Il est indispensable que le Parlement puisse être en mesure de contrôler l'action du gouvernement et de promouvoir un système de gouvernance responsable et transparent. Pour ce faire, les parlements sont encouragés à revoir et à renforcer les mécanismes qui leur permettent d'assurer une plus grande efficacité d'action. Par ailleurs, il convient d'améliorer l'environnement dans lequel l'opposition fonctionne. Elle doit notamment disposer de moyens juridiques et matériels adéquats. Les parlementaires tant des partis au pouvoir que de ceux de l'opposition doivent bénéficier des immunités afin qu'ils puissent exercer leurs fonctions en toute liberté et représenter ainsi l'ensemble du peuple.

Pour assurer une plus grande transparence, les citoyens doivent avoir accès à l'information relative aux activités publiques. Les médias ont un rôle important à jouer dans ce domaine.

2. Le renforcement des Parlements en moyens humains et matériels

Les parlements doivent disposer de moyens suffisants en ressources humaines et matérielles qui leur permettent de fonctionner de façon efficace. A cet effet, il est recommandé que les budgets nationaux prévoient des crédits supplémentaires pour les parlements et que les organismes interparlementaires, notamment l'Union interparlementaire, oeuvrent davantage auprès des pays développés et des institutions internationales pour qu'ils consacrent plus de ressources au renforcement des parlements, en particulier, et au processus de démocratisation des pays africains, en général.

3. La participation du peuple à la prise de décisions

Pour réaliser cet objectif, il faut des processus électoraux qui garantissent des élections libres, régulières et transparentes. Cela implique aussi l'établissement d'un véritable partenariat entre hommes et femmes dans la conduite des affaires publiques où hommes et femmes agissent dans l'égalité et la complémentarité, s'enrichissant mutuellement de leurs différences. Par ailleurs, il faudrait veiller à ce que toutes les composantes de la Nation soient représentées dans toutes les institutions de l'Etat, notamment au sein du parlement. Un soutien doit être apporté aux activités des organisations de la société civile afin d'assurer leur implication dans le processus de démocratisation.

4. La lutte contre les maux sociaux

Dans son action, le parlement doit accorder la priorité à la lutte contre les maux auxquels sont confrontés beaucoup de pays africains, notamment l'ignorance, l'analphabétisme, la corruption, la violence, l'intolérance et le terrorisme.

5. La promotion de la culture démocratique

Le Parlement doit contribuer de façon active à la promotion d'une culture démocratique qui favorise le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales (liberté d'expression, d'association et de réunion), l'égalité de chances, la tolérance et la coexistence pacifique dans les sociétés multi-ethniques et la garantie d'une justice indépendante et impartiale.

6. Le développement socio-économique

Le Parlement doit oeuvrer au développement économique et social permettant de réduire la pauvreté et de satisfaire les besoins fondamentaux des populations. En somme, il doit contribuer à la création d'un environnement économique apte à favoriser une culture démocratique constamment nourrie et enrichie par l'éducation et d'autres moyens culturels et d'information.

II. Renforcement de l'Union des Parlements africains en tant que mécanisme de la coopération interparlementaire au niveau africain

Conclusions

L'Union des Parlements africains est une organisation interparlementaire continentale qui permet aux Parlements africains d'apporter leur contribution à la solution des problèmes en Afrique.

Des contraintes financières et fonctionnelles ont limité jusqu'ici l'action de l'UPA au niveau continental.

Recommandations

Des efforts doivent être déployés en vue de la réalisation des objectifs suivants :

1. Susciter l'adhésion des parlements qui ne sont pas encore membres.
2. Renforcer et moderniser le Secrétariat général.
3. Respecter les engagements statutaires, notamment financiers.
4. Renforcer les rapports avec l'OUA, les organisations du système des Nations Unies et les organismes interparlementaires.
5. Inviter les donateurs à apporter leur concours à l'UPA en vue de l'aider à réaliser ses objectifs.

B. DECLARATION DE HARARE DE L'UNION DES PARLEMENTS AFRICAINS

(Harare, 2 avril 1998)

Réunis à Harare, Zimbabwe les 1^{er} et 2 avril 1998, les représentants des parlements, membres de l'Union des Parlements africains, ont adopté la présente Déclaration aux fins de rénover et de renforcer l'UPA.

1. La Conférence parlementaire africaine réaffirme avec force l'importance de l'UPA et son rôle irremplaçable en tant que cadre d'organisation des relations interparlementaires.
2. Elle affirme le caractère continental de l'UPA en tant que structure de coordination et de coopération entre les parlements des Etats membres de l'Organisation de l'unité africaine.

Aussi lance-t-elle un appel à tous les parlements dont les pays sont membres de l'OUA afin que ceux qui ne le sont pas encore, deviennent membres de l'UPA.

3. La Conférence a décidé que soit lancée, à partir de la Présidence en exercice et du Secrétariat général de l'UPA, une action déterminée en direction des parlements africains non encore membres, aux fins de les inviter à adhérer à l'Union des Parlements africains.

En ce qui concerne les Etats d'Afrique australe, la Conférence a donné mandat au Zimbabwe pour faciliter cette action. Le Parlement du Zimbabwe a accepté cette mission.

4. La Conférence considère comme essentielle que soit entreprise une action de renforcement et de modernisation du Secrétariat général de l'UPA. Cette action prendra la forme d'un plan dont l'étude sera entreprise par le Secrétariat général, la Présidence en exercice et les autres organes compétents de l'UPA.
5. Expression du continentalisme parlementaire en Afrique, l'UPA doit être intégrée à l'ensemble du système inter-africain des organisations internationales et établir des liens étroits avec l'OUA.
6. L'UPA se doit d'établir, en outre, des relations de coopération fructueuse avec les organisations du système des Nations Unies. La Conférence lance un appel à l'ensemble de ces organisations ainsi qu'à l'Union interparlementaire pour qu'elles apportent leur concours à la revitalisation et au renforcement de l'UPA.
7. Dans le cadre de la redynamisation de l'UPA, la Conférence recommande que soit étudié un système plus approprié de financement de l'administration de l'Organisation, mettant en avant le paiement régulier des contributions par les Parlements membres. Des mesures complémentaires, dont un plan de financement de la rénovation de l'UPA, devront également être étudiées et mises en oeuvre.
8. Les délégués ont unanimement salué la Conférence parlementaire africaine de Harare comme une étape décisive dans l'évolution de l'UPA.